

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Décroissance : le poids des mots, le choc des idées (1)

- Supplément du MAUSS - Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 8 octobre 2009

Description :

Ci-dessous, Alain Beitone et Marion Navarro critiquent le projet des décroissancistes. Ce texte a suscité les réponses de Fabrice Flipo (voir dans cette même rubrique [Décroissance : le poids des mots, le choc des idées \(2\)](#)) et de Serge Latouche (voir [Décroissance : le poids des mots, le choc des idées \(3\)](#))

Revue du Mauss permanente

Le terme « décroissance », longtemps resté confidentiel, rencontre de plus en plus de succès dans les médias et les débats politiques. Le mot (sinon l'idée) est repris de plus en plus fréquemment dans les milieux de la gauche radicale ou alternative.

La thèse que nous voudrions défendre ici est la suivante :

L'adoption du MOT « décroissance » n'est pas souhaitable, même à des fins médiatiques ou pour séduire telle ou telle composante de la mouvance écologique. Le terme comporte trop d'ambiguïtés, suscite trop d'incompréhensions.

L'adoption du CONCEPT de décroissance et des idées qui vont avec (développées par exemple dans les publications du mensuel « La décroissance » ou les textes de S. Latouche) nous semble contradictoire avec des idéaux progressistes.

« Décroissance » : un terme ambigu, un projet critiquable

1. La décroissance : un terme ambigu

Revendiquer la décroissance en ces temps où la croissance fait tant défaut est provocateur. Cette proposition détonne dans le débat public et interroge. Le choix du mot n'est d'ailleurs pas innocent : cet effet provocateur est voulu. Nombre de ses promoteurs mettent en effet en avant sa fonction de « mot obus », pour reprendre la formule de Paul Ariès. Le mot n'aurait donc pas tant d'intérêt par lui-même (à travers les idées qu'il exprime), mais aurait pour mérite d'interpeller les consciences et d'affirmer une opposition à l'idéologie de la croissance. S. Latouche lui-même précise que « la décroissance n'est pas un concept » [\[1\]](#), il ajoute « en toute rigueur il conviendrait de parler d'une « a-croissance » comme on parle d'athéisme, plus que d'une décroissance ».

Ce mot comporte néanmoins de nombreuses ambiguïtés et nous pouvons nous demander s'il est pertinent de l'employer, même à des fins purement médiatiques ou tactiques. J. Gadrey (dont la posture critique ne peut guère être mise en doute) explique sur son blog qu'il n'utilise jamais le terme « décroissance » en raison de ses ambiguïtés. J.M. Harribey (co-président d'ATTAC) a lui aussi pris clairement ses distances avec le thème de la décroissance, tout comme A. Lipietz et G. Duval (rédacteur en chef d'Alternatives économiques). Certains protagonistes du débat sur la décroissance se montrent sceptiques sur l'utilisation du terme. Au demeurant, ils s'emploient à le préciser en parlant de « décroissance soutenable », de « décroissance équitable » ou de « décroissance conviviale », mais en ne précisant jamais clairement ce que l'on entend par-là. Et quand, parfois, les précisions sont données, nous voyons mal en quoi cela correspond à de la « décroissance ». Par exemple, S. Latouche évoque la suppression des « externalités négatives de la croissance » (accidents de la route, médicaments contre le stress), la remise en cause de la publicité tapageuse et de l'obsolescence accélérée des produits, mais rien de tout cela n'est incompatible avec la croissance (sous réserve que l'on précise le sens de ce dernier terme). De la même façon les « 8 R » de S. Latouche (réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler) sont parfaitement compatibles avec une croissance inscrite dans un développement soutenable. Il y aurait d'ailleurs matière à des débats sérieux sur chacun de ces « R ». Ici, le slogan de la décroissance n'est plus un « mot obus », mais un « mot écran » qui crée de la division et empêche de progresser dans la formulation de propositions concrètes pour répondre à la crise écologique.

L'emploi du mot décroissance ne nous semble pas dans cette optique être une bonne idée. Ce terme est trop ambigu, n'est pas utilisé par tous dans la même perspective et n'est pas compréhensible par la plupart des gens. Si le but est simplement d'interpeller les citoyens sur les limites de la croissance au sens de l'augmentation du PIB, autant le dire directement. Prôner la décroissance alors que des milliers de travailleurs se battent pour conserver leur emploi et subissent les effets de la crise économique n'est pas une bonne stratégie. Il existe un risque important que les citoyens y voient une opposition entre écologie et social. Il est facile de montrer à l'aide d'exemples simples les limites de la croissance. La prise de conscience écologique est de plus en plus forte et l'emploi du terme de décroissance pour mobiliser les citoyens ne nous semble ni nécessaire ni opportun. Ainsi, à part à partager les idées qui se trouvent derrière le mot de décroissance (et donc à défendre le concept de décroissance), l'utilisation du mot décroissance est une fautive bonne idée. En voulant interpeller les citoyens sur les questions écologiques, nous allons les rendre hostiles.

Concentrons-nous à présent sur le fond du débat : le concept de décroissance est-il pertinent ? Un parti de gauche doit-il le reprendre à son compte ? A quoi renvoie exactement ce concept ?

2. La croissance et sa critique

La croissance est définie usuellement comme l'augmentation sur une longue période d'un indicateur du volume de la production (on utilise généralement le PIB). Voilà bien longtemps que des économistes (et non des moindres) ont mis en cause cet indicateur. Le PIB se focalise sur un champ assez restreint des activités humaines et reste aveugle à de nombreux aspects de la vie qui ont pourtant un impact important sur le bien-être. Il ne prend pas en compte les externalités sur l'environnement qui résultent des processus productifs [2], ni la façon dont les fruits de la croissance sont distribués au sein d'une société. Autrement dit, il ne mesure pas la qualité de la croissance et témoigne d'une conception purement monétaire de la richesse. Celui-ci ne peut donc pas servir d'indicateur de bien-être. Rien de bien nouveau, ces analyses ont été produites au moins depuis les années 1950. Cette critique de l'indicateur de croissance ne conduit pas nécessairement à mettre en cause la croissance [3]. Elle invite seulement à remettre en cause « la religion du taux de croissance » (Gadrey) prise au sens de l'accroissement du PIB. Le mot croissance, s'il n'est pas précisé, ne désigne rien d'autre que l'augmentation d'un indicateur. On parle ainsi de la croissance d'un enfant (sous-entendu de sa taille). Le problème ne vient ainsi pas à notre sens du principe de la croissance, mais du choix de l'indicateur qui la mesure. Nombre d'indicateurs de richesse ont été développés ces dernières années et il y a là matière à un débat sérieux sur le choix du ou des indicateurs qui pourraient fonder une politique progressiste dans le cadre d'un processus de rupture avec le capitalisme [4]. Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice [5] notent en effet que « le choix des pondérations des diverses variables qui composent un indicateur, tout comme le choix des variables qui comptent, est un enjeu de débats publics ». Ce choix de critères n'est pas un choix technique : il s'agit de promouvoir une autre vision du monde et de la richesse.

3. Décroissance ou « capitalisme vert » : un faux débat

Aujourd'hui, beaucoup de militant(e)s adoptent la thèse de la décroissance en opposition à l'idée de « capitalisme vert ». Comme s'il s'agissait là de la seule alternative et comme si cette alternative était pertinente. Il est évident que l'idée d'un « capitalisme vert » comme d'un « capitalisme social » ou d'un « capitalisme moral » ne sont que des habillages idéologiques destinés à forger une réponse aux critiques du capitalisme et à donner l'impression que le système capitaliste [6] est en mesure d'apporter une réponse aux contradictions qu'il rencontre. L'essence du capitalisme réside dans l'accumulation du capital, rendue possible par l'extorsion d'une plus-value aux salariés. Marx a résumé cette logique par la formule humoristique « Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes ! » [7]. Le capitalisme est marqué par une contradiction majeure entre le caractère privé de la propriété (et donc du pouvoir de décision sur le processus productif) et la socialisation croissante des forces productives (humaines et naturelles). La crise écologique est une illustration dramatique de cette socialisation des forces productives : dans les économies pré-capitalistes et même dans les débuts du capitalisme, l'utilisation qui était faite de la nature à un bout de la planète n'avait pas d'impact significatif (au moins à court et moyen termes) sur les conditions de vie et de production

à un autre bout de la planète. Il n'en va plus ainsi : la pollution de l'Ouest de l'Europe provoque des pluies acides dans l'Est, la mondialisation de la production fait que nos consommations au Nord produisent le travail des enfants et des dégâts sur la santé humaine au Sud (exportations de déchets, délocalisation des activités polluantes, etc.). Or ces effets sociaux (collectifs) ne sont pas régulés (ou très mal) par des instances de décisions collectives [8]. Si cette contradiction a été un temps surmontée dans le cadre des Etats-nations par l'intervention de l'Etat-social [9], la mondialisation pose des problèmes gigantesques auquel aucun « gouvernement mondial » ne peut même tenter de répondre. Il ne peut donc pas y avoir de « capitalisme vert », car la logique de l'accumulation et de la concurrence des capitaux rend cela impossible. Bien sûr, il peut arriver que dans certaines conditions, du capital puisse se mettre en valeur dans le développement de l'énergie solaire ou dans le traitement des déchets, il peut arriver aussi que des mesures de type réglementaire soient prises (par exemple l'interdiction des CFC), mais la logique du système (saisir toutes les opportunités pour produire des valeurs d'échange, réaliser des profits, accumuler du capital, etc.), conduit au gaspillage des ressources humaines et naturelles, à la dégradation de l'environnement, à une gestion de court terme qui néglige les effets durables de certains choix technologiques ou économiques. Pour répondre à la crise qui est inextricablement écologique et sociale, il faut sortir de cette logique d'accumulation sans fin du capital, de la subordination de l'essentiel des décisions à la logique du profit. Ce point ne fait pas débat ici. Cela signifie-t-il néanmoins que nous devons adhérer à la thèse de la décroissance ? Sans doute pas.

4. « Décroissance », une incantation pas un projet politique

Si les habitants des pays riches mettaient en oeuvre le mot d'ordre décroissantiste de « grève générale de la consommation », les ouvriers des usines chinoises ou indiennes de produits textiles, de jouets, de matériels électroniques se trouveraient au chômage comme les producteurs de bananes, de mangues, d'ananas, etc. Certes on peut considérer qu'à long terme, on reviendrait à une agriculture vivrière, plutôt qu'à une agriculture de rente [10], mais à court et moyen terme, les dégâts sociaux et politiques (voire militaires) seraient considérables. Le discours décroissantiste n'est pas un programme politique dans la mesure où il ne donne aucune indication sur la façon de résoudre les contradictions qui naîtront inévitablement de l'application des mots d'ordre des « objecteurs de croissance ». Les décroissantistes ne disent pas comment on peut, dans une société démocratique, faire prévaloir la décroissance. La « simplicité volontaire » ou la « frugalité », voire le retour à la traction animale (Le Monde diplomatique d'août 2009) ou la disparition de la télévision (évoquée dans des textes de V. Cheney), comment les traduisons-nous en acte ? Comment surtout en gérer les conséquences : la disparition du transport aérien (évoquée par V. Cheney et S. Latouche), la fin de l'automobile (et donc entre autres de l'industrie du pneumatique), comment va-t-on en gérer les effets ? [11] On dira sans doute qu'il s'agit là d'objectifs lointains, mais les contradictions apparaissent dès aujourd'hui : quand certains partis de gauche (le PCF notamment) défendent l'industrie et voient dans la tertiarisation de l'économie une menace, comment articule-t-on cela avec le projet de la décroissance ? Quand on lutte pour la défense de l'emploi dans l'automobile, l'industrie électrique, l'industrie chimique, etc., quel lien fait-on avec la décroissance ? Quand on propose une « relocalisation générale » de la production agricole et quand on ironise sur le coût énergétique des bananes antillaises, va-t-on interdire la consommation des bananes en dehors de leur territoire de production ? Et que diront les producteurs de bananes privés de débouchés et leurs salariés privés d'emploi ?

Il n'est pas douteux que le monde est confronté à une crise écologique majeure qui appelle des réponses de très grande ampleur, mais le thème de la décroissance, parce qu'il repose sur de nombreuses confusions, parce qu'il relève davantage d'une pratique incantatoire que d'un projet politique, n'est pas un point d'appui solide pour traiter des questions écologiques, économiques et sociales. Surtout, l'orientation « décroissantiste » est incompatible avec la posture [de tout parti [12]] qui se propose d'être un parti de gouvernement. Peut-on envisager une politique décroissantiste seulement en France ? Doit-on adopter une logique autarcique ? Doit-on adopter des mesures coercitives pour convaincre ceux qui n'en sont pas convaincus spontanément qu'il faut se convertir à une alimentation végétarienne, etc. ? Un programme de réponse aux enjeux écologiques et sociaux actuels suppose d'adopter une stratégie visant à infléchir les comportements en faisant appel aux outils que sont la taxation, la réglementation et les mécanismes de marché. Cela suppose aussi que l'on articule les questions environnementales et la démocratisation de la vie sociale. L'idée de « planification écologique » est potentiellement féconde, mais il faut

beaucoup travailler pour lui donner un contenu et il faut se montrer beaucoup plus précis sur le lien entre cette planification et l'objectif de décentralisation et d'autogestion locale.

5. Faut-il diaboliser le développement durable ?

Les partisans de la décroissance voient dans le développement durable une proposition qui relève de la volonté d'instaurer un capitalisme vert. Une position anticapitaliste n'impose pourtant pas de rejeter le développement durable. Si il est vrai que cette idée a été reprise par les tenants d'un capitalisme vert, elle a été reprise d'une façon particulière et rien n'impose de suivre cette voie. Si une idée est juste, il faut la défendre, y compris contre ceux qui la reprennent pour la déformer.

La « durabilité » ou la « soutenabilité » renvoie à une idée simple qui est au cœur de la préoccupation des décroissantistes : la question de l'arbitrage intertemporel. Dans les décisions que nous prenons aujourd'hui, nous devons tenir compte des conséquences pour aujourd'hui et pour demain (dans 10 ans, dans 1000 ans). C'est généralement difficile : quand on limite ou on interdit la pêche à la baleine ou la pêche du thon rouge de méditerranée, on porte atteinte à la satisfaction des consommateurs de sushis, aux utilisateurs de graisse de baleine et à toute une filière d'activité économique (pêcheurs, conserveries, etc.) donc à l'emploi (voir les conflits entre les pêcheurs de méditerranée et Greenpeace, il y a quelque temps). Quiconque s'intéresse à la crise écologique doit donc raisonner en terme de soutenabilité parce qu'il n'est pas possible d'échapper à cet arbitrage intertemporel.

Mais, disent les décroissantistes, le problème ne vient pas du mot « durable » mais du mot développement. Bien avant d'adhérer aux thèses de la décroissance, S. Latouche s'est consacré à la critique du développement qui est pour lui un mirage et un processus « d'occidentalisation du monde ». Le développement serait donc mauvais par nature et il est parfois assimilé à la croissance. Au point que même l'expression « alterdéveloppement » ne trouve pas toujours grâce aux yeux des partisans de la décroissance. Le concept de développement a été notamment construit par l'économiste F. Perroux [13]. Il distingue soigneusement la croissance (aspect quantitatif) et le développement (aspect qualitatif). Pour Perroux, il y a développement quand il y a une amélioration de la « couverture des coûts de l'homme », c'est-à-dire si les besoins alimentaires, sanitaires, éducatifs, sont mieux assurés pour tous les individus [14]. C'est pourquoi il peut y avoir croissance sans développement, notamment quand on assiste à une « croissance appauvrissante » (J. Bhagwati). Le développement n'est donc pas la croissance pour la croissance, mais la croissance mise au service d'une meilleure satisfaction des besoins sociaux.

Bien évidemment ces besoins sont susceptibles d'être affectés par la logique de la « filière inversée », par la publicité, par la programmation de l'obsolescence des objets, par une logique de distinction et de démonstration qui est utilisée pour pousser les individus à consommer davantage. Ce sont là les critiques bien connues de la société de consommation articulée au productivisme. Comme le soulignent certains décroissantistes, il y a là un « imaginaire » qui est mis au service d'une production croissante de valeurs d'échange [15]. Mais il n'empêche que la majorité de la population mondiale n'est pas aujourd'hui victime de la société de consommation (pas directement en tout cas) mais vit dans le dénuement et formule une demande qui n'est pas solvable [16]. Dès lors est-il sérieux d'inviter cette population à « opter pour la frugalité » et la « simplicité conviviale » ?

Si le système a imposé une vision du monde selon laquelle les activités qui sont valorisées sont celles qui conduisent à la production profitable de valeur d'échange, la position progressiste consiste évidemment à exiger la croissance de la production de valeur d'usage. Cette idée s'applique à de nombreux domaines : une grande partie de la population mondiale est sous-alimentée, n'a pas accès à l'eau potable, aux soins médicaux de base [17], etc. Ainsi par exemple, nous devons exiger la hausse de la production de médicaments même quand cette dernière n'est pas rentable car destinée à des malades non solvables. Nous ne pouvons donc pas prôner de façon raisonnable un arrêt de la croissance et se focaliser sur une simple meilleure répartition des richesses. Nous devons promouvoir le développement économique tout en l'ancrant dans une logique anticapitaliste. L'idée d'un développement durable

nous semble être ainsi une idée à défendre.

La question n'est pas de produire moins (la décroissance) mais de produire plus (pour répondre aux besoins sociaux), autrement (en rompant avec l'hégémonie de la logique du profit, avec le productivisme agricole et donc en refusant la logique capitaliste), autre chose (des biens et des services choisis en fonction de leur valeur d'usage), en prenant en compte les droits des générations futures (soutenabilité des choix technologiques, économiques et environnementaux).

II. La décroissance : un projet contradictoire avec les valeurs de gauche

Les thèses de la décroissance sont certes diverses, et il y a sans doute au sein de ce courant des idées folkloriques (comme partout). Mais au-delà de ces positions folkloriques, nous avons le sentiment en consultant les sites et la littérature écologique. Par exemple l'ensemble des éditoriaux de P. Ariès dans le Sarkophage (<http://www.lesarkophage.com/>), les documents rassemblés par le dossier du net (<http://www.dossiersdunet.com/rubriq...>), le site de l'IEESDS (<http://www.decroissance.org/>), etc. d'une orientation globale qui est en contradiction avec les valeurs et les combats de la gauche depuis deux siècles. Il faut peut-être jeter par-dessus bord tout ou partie de ces valeurs (pas de tabou dans le débat démocratique), mais alors il faut le dire et en débattre ouvertement [18].

1. La gauche, la décroissance et la liberté individuelle

Ce qui frappe à la lecture des textes décroissantistes, c'est que leurs auteurs savent, avec certitude, ce qui est bon pour l'homme (et la femme ?). Ils savent ce qui est utile et ce qui est inutile, ce qui est conforme aux besoins et ce qui ne l'est pas [19] : ils sont contre la mode, la consommation de viande, la télévision, les téléphones portables, la publicité, les supermarchés, etc. et défendent la frugalité, la convivialité, la vie rurale [20] le petit commerce, etc. Paul Ariès, par exemple, dénonce les consommations qui ne correspondent pas à des besoins matériels. Tous ceux et toutes celles qui n'ont pas les comportements que les décroissantistes jugent bons, sont soit de pauvres individus manipulés par la pub et qu'il faut rééduquer, soit des riches qui pillent la planète [21]. Au fond, il ne s'agit de rien d'autre que de la bonne vieille distinction entre le nécessaire et le superflu qui est au fondement de la doctrine sociale de l'Église catholique. Dès lors qu'il existe une élite éclairée qui sait ce qui est bon pour l'homme, cette élite est fondée à imposer les bons choix à la masse aveuglée sur ses véritables intérêts. Plus fondamentalement, les décroissants sont du côté de ceux qui affirment la priorité du bien [22] : ils savent ce qui est juste et bon et considèrent les amateurs de cassoulet ou de filet de bœuf aux morilles comme de dangereux déviants.

L'anti-libéralisme proclamé, n'est donc pas seulement la dénonciation (légitime) du capitalisme et la critique des excès du tout-marché, mais aussi le rejet de la pensée politique libérale liée à la Modernité, à la philosophie des Lumières, à l'affirmation de la souveraineté et de l'émancipation individuelles qui est contestée. Là encore on retrouve la critique de l'individualisme qui a été pendant très longtemps le fond de commerce de l'idéologie réactionnaire : on en appelle à la communauté contre l'individu, à la soumission à des valeurs communes et au contrôle de la communauté sur le respect de ces valeurs communes. Bref, c'est la tonalité habituelle des communautés religieuses, qui en appellent elles aussi à la frugalité (voire à l'ascétisme), au détachement des biens de ce monde, au retrait dans des forêts profondes loin du monde urbain source de perversion et de dérèglement moral. Rien de bien nouveau depuis les moines cisterciens et les disciples de François d'Assise. Il y a en Iran une police religieuse qui pourchasse celles et ceux (surtout celles !) qui n'ont pas une tenue islamique. Aura-t-on demain une police écologique qui prendra des sanctions contre ceux qui suivent la mode, qui fréquentent les supermarchés, qui consomment de la viande, qui n'utilisent pas des toilettes sèches, etc. ?

La question ne relève pas de la vaine polémique ou de la caricature. Au sein même du mouvement écologique, le

débat sur le risque d'un « éco-fascisme » a été mené périodiquement depuis les années 1970. La question de fond qui est posée est la suivante : puisque la décroissance est présentée comme la seule solution et puisque cette thèse n'est partagée que par une très petite minorité de la population, il n'existe que deux solutions :

- ▶ Ou bien on attend d'avoir convaincu pacifiquement et démocratiquement l'ensemble de la population de se rallier à la décroissance. Mais cela risque de prendre beaucoup de temps, or les décroissantistes ne cessent de souligner qu'il y a urgence à répondre à la crise écologique.
- ▶ Ou bien au nom de l'urgence on impose par la contrainte la seule conception du bien qui est légitime : la décroissance, la frugalité, etc.

On voit donc que la décroissance est aux antipodes du mouvement historique de la Modernité auquel la gauche s'est toujours identifiée : la libération de l'individu à l'égard des formes de contraintes traditionnelles, religieuses, communautaires. Cette approche nous place aussi devant une alternative intenable (la survie de la planète ou le libre choix individuel). Une autre voie est possible, celle du développement durable justement qui combine démocratie, lutte contre les inégalités, progrès technique, réorientation de la production, responsabilité collective, etc. Dans ce cadre la liberté individuelle reste possible ceux qui veulent devenir végétalien le peuvent, ceux qui veulent consommer de la viande accepteront d'en payer le prix qui résultera de sa production dans le cadre d'une agriculture non productiviste [23].

2. La gauche, la décroissance et le progrès

Le discours décroissantiste met en cause explicitement ou implicitement l'idée de progrès. Ce que l'on nomme ainsi serait pure illusion. Il faudrait donc, d'après J.P. Besset « ne plus être progressiste & sans devenir réactionnaire » [24]. D'après certains textes on comprend mieux que les auteurs ont la nostalgie de la société pré-industrielle. Mais la gauche s'est constamment battue pour le progrès contre la réaction. Ce sont les forces conservatrices et religieuses qui se sont constamment opposées au progrès et qui ont plaidé pour le retour en arrière : pour la Restauration de la monarchie absolue, pour la défense de la famille traditionnelle contre le divorce, la contraception, pour le « retour à la terre » contre l'industrie. [25]. La Droite a toujours voulu revenir à un passé considéré comme stable et harmonieux ou, au mieux, maintenir le statu quo. Aujourd'hui toute la Droite américaine s'oppose à la création aux Etats-Unis d'une assurance santé pour tous, Ferry, Darcos et Sarkozy veulent « siffler la fin de la récréation » et revenir à l'école d'avant Mai 68, la Droite cherche partout à revenir en arrière à propos des droits sociaux, des droits des femmes, des droits des homosexuels. La Droite s'est battue pour défendre la ségrégation raciale aux Etats-Unis et c'est la gauche qui a milité pour l'égalité des droits, c'est la Droite qui s'est battue pour défendre l'apartheid en Afrique du Sud, c'est la Droite (en France, en Espagne, au Portugal, etc.) qui s'est battue pour maintenir le colonialisme aux prix de guerres atroces. La gauche a toujours considéré que le présent n'était pas fatal et que le retour en arrière n'était pas un idéal. La droite était contre l'accouchement sans douleur parce que la souffrance était le fait de la nature et d'une malédiction divine. En bref, il y a toujours eu un parti de l'ordre et un parti du mouvement, ceux qui se fondent sur le respect des traditions et le retour en arrière et ceux qui pensent que les hommes peuvent agir consciemment pour améliorer leur sort et lutter contre la fatalité de la nature (les maladies, les famines, etc.) et la fatalité de l'ordre social (le pouvoir des nobles, des riches, des puissants). Les diatribes contre le progrès des décroissantistes, si elles devenaient majoritaires à gauche, conduiraient donc à une remise en cause radicale dont il faut mesurer les conséquences : c'est la gauche qui plaiderait contre le changement et pour le retour à un état antérieur de l'ordre social et la droite à laquelle on abandonnerait l'idée de progrès, d'action volontariste pour changer le monde. Mais la Droite adhère au progrès de façon sélective. Elle est pour le progrès compatible avec la loi du profit et la domination des puissants, elle est libérale d'un point de vue économique, mais conservatrice d'un point de vue social [26]. Il ne s'agit donc pas d'accepter tout changement comme un progrès, ni de se laisser abuser par le terme de « modernisation » qui cache le plus souvent la précarisation de l'emploi, mais il s'agit de revendiquer le progrès en soumettant les choix technologiques, sociaux, écologiques, etc. à des décisions démocratiques.

3. La gauche, la décroissance et la science

Une autre constante du discours décroissantiste est la remise en cause de la science (rebaptisée souvent « technoscience »). La science ne produirait pas des connaissances objectives mais serait totalement inféodée à la logique du capital et du productivisme, etc. Un contributeur du site « décroissance.info », n'y va pas de main morte et parle de « crever les yeux à la science ». Il est vrai que les décroissantistes sont pour l'occasion en bonne compagnie. R.M. Jennar (désormais au NPA) dénonce sur son blog « ceux qui cultivent la religion du progrès scientifique et technique comme instrument du progrès social » [27]. Là encore observons l'histoire : l'Eglise condamne Galilée, elle interdit la dissection des cadavres pour empêcher le progrès de la médecine, elle met à l'index l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, elle condamne le darwinisme, etc. Aujourd'hui même, le Vatican et l'Episcopat italien s'efforcent d'empêcher la mise en vente en Italie de la pilule RU 486 [28]. Le catholicisme n'a pas le monopole de cette lutte contre la science. Aujourd'hui encore les fondamentalistes protestants combattent toujours l'enseignement de la théorie de l'évolution et leurs homologues juifs ou musulmans ne sont pas en reste. Les religieux ont toujours considéré que la science rendait l'homme arrogant face à Dieu : il faut donc combattre la science (et la Raison) ou les soumettre à l'autorité prééminente de la Foi [29]. Face aux ennemis de la raison et de la Science, la gauche a historiquement toujours défendu la liberté de l'investigation scientifique, les effets bénéfiques de la connaissance scientifique, la libre confrontation des arguments, la démarche expérimentale, le doute méthodique. Victor Hugo, dans son formidable discours contre la loi Falloux a magnifiquement exprimé la posture de toujours de la gauche, la défense de la raison contre l'obscurantisme, de la science contre l'orthodoxie religieuse. S'adressant au « parti clérical » il déclare : « Et vous voulez être les maîtres de l'enseignement ! Et il n'y a pas un poète, pas un écrivain, pas un philosophe, pas un penseur que vous acceptiez ! Et tout ce qui a été écrit, trouvé, rêvé, déduit, illuminé, imaginé, inventé par les génies, le trésor de la civilisation, l'héritage séculaire des générations, le patrimoine commun des intelligences, vous le rejetez ! Si le cerveau de l'humanité était là devant vos yeux à votre discrétion, ouvert comme la page d'un livre, vous y feriez des ratures » [30].

Remettre en cause le lien historique entre la gauche et la science, entre la gauche et la diffusion du savoir rationnel sur le monde naturel comme sur le monde social, est un choix important qui mérite un débat. Affirmer que la raison se résume à la raison instrumentale et qu'elle est nécessairement au service du capital et du productivisme, c'est accepter la défaite de la raison. Dès lors sur quoi fonder la critique sociale ? A partir de quoi argumenter pour convaincre ? Si l'on ne peut faire appel à la raison va-t-on se fonder sur le sentiment ? La séduction ? La contrainte ? Ce serait pour la gauche une réorientation majeure.

Les décroissantistes ont cependant raison sur certains points :

- ▶ Il est vrai que la science est parfois transformée en scientisme pour empêcher tout débat démocratique sur les choix scientifiques comme sur les choix sociaux et politiques ;
- ▶ Penser que tous nos problèmes écologiques vont spontanément être résolus par le progrès scientifique, sans mobilisation collective, ni choix politique est une illusion dangereuse ;
- ▶ Les découvertes scientifiques donnent lieu parfois à des applications technologiques dangereuses, surtout quand elles ne font pas l'objet d'un débat démocratique ;
- ▶ L'activité scientifique subit à la fois la pression des logiques marchandes et capitalistes et des contraintes bureaucratiques et politiques.

Mais face à tous ces périls et toutes ces dérives, faut-il « Sauver la recherche » ou renoncer à la recherche ? Faut-il défendre le droit à l'esprit critique ou considérer que tout esprit critique est une illusion ? Faut-il défendre la liberté de

la recherche scientifique ou considérer que toute recherche scientifique est au service du pouvoir ? La gauche jusqu'ici a toujours été du côté de la science, de la recherche, des chercheurs, de la raison, de l'esprit critique, etc. Faut-il renoncer à cette posture au nom de la décroissance ?

Sur ce point comme sur les précédents, une politique de gauche doit adopter une position équilibrée et offensive : pas de relativisme, mais pas de scientisme, appui à la recherche et à la liberté d'investigation scientifique, mais débat démocratique sur les choix scientifiques et technologiques.

Par contre, adopter le discours antiscientifique, hostile au progrès, relativiste, c'est rompre avec toute la tradition de la gauche. On comprend que cette interrogation importe peu aux écologistes qui ne sont ni de gauche ni de droite et qui considèrent que le clivage droite/gauche n'a plus d'intérêt. Mais ceux qui veulent à la fois inscrire leur combat dans la tradition de la gauche républicaine et socialiste, tout en prenant la mesure de l'enjeu écologique pour un socialisme du XXI^e siècle se doivent de trouver une cohérence dans leur discours politique. Pour nous, prendre à bras le corps la question écologique et la question sociale implique de ne pas se fourvoyer dans la mouvance de la décroissance.

Post-scriptum : Pour contacter les auteurs :

- ▶ alain.beitone@gmail.com
- ▶ marionnavarro31@gmail.com

[1] S. Latouche, article « Décroissance » in S. Mesure et P. Savidan, Dictionnaire des sciences humaines, PUF, Coll. Quadrige (p. 242)

[2] En revanche, la production liée à la réparation des externalités environnementales négatives (par exemple le nettoyage des plages à la suite d'une marée noire) accroît le PIB.

[3] S. Latouche indique d'ailleurs que « la décroissance ce n'est pas la croissance négative ». Si les mots ont un sens cela signifie que la décroissance ce n'est pas la baisse de la production. Mais qu'est-ce alors ? Pour préciser sa pensée, Latouche précise : « On imagine quelle catastrophe engendrerait un taux de croissance négatif » (S. Latouche, Petit traité de la décroissance sereine, Mille et une nuits, 2007, p. 21). C'est tout à fait juste, mais pourquoi alors parler de décroissance si cela ne signifie pas le contraire de la croissance, c'est-à-dire la baisse de la production.

[4] Voir le site du FAIR : [\[->http://www.idies.org/index.ph...](http://www.idies.org/index.ph...)

[5] Les nouveaux indicateurs de richesse, Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, La Découverte, coll. Repères, 2007

[6] Bien évidemment, pour conduire ce débat correctement, il faut éviter de confondre « capitalisme » et « économie de marché », mais c'est un autre débat.

[7] Dégager un profit suffisant est une condition de l'accumulation qui n'a elle-même comme fin que la réalisation d'un profit encore plus grand. Cette logique s'impose aux capitalistes individuels, ceux qui voudraient adopter une autre logique sont éliminés par la concurrence entre les capitaux comme le soulignait déjà Marx.

[8] Il en va exactement de même en matière financière où la recherche du profit et les prises de risques conduisent à des crises systémiques qui ont un impact sur la sphère réelle de l'économie, sans véritable régulation globale. En matière écologique comme en matière financière on nous explique que le marché assure spontanément cette régulation globale et que les acteurs de la finance comme les pollueurs sont capables de se discipliner tous seuls (sans intervention « perturbatrice » des Etats). Mais comme le disais l'économiste R. Solow, « si vous croyez cela, vous êtes vraiment prêt à croire n'importe quoi ! ».

[9] C'est ce que l'on a appelé la régulation fordiste du capitalisme.

[10] Dans le film « Let's make Money », on voit bien que les producteurs africains de coton demandent à pouvoir exporter leur production dans des conditions qui ne soient pas faussées par les subventions de l'Etat fédéral aux producteurs américains

[11] On pourrait bien sûr multiplier les exemples. Par exemple dans l'éditorial du Sarkophage n 13, P. Ariès affirme (en critiquant le film de Y. Arthus-Bertrand) : « Il faudrait démanteler les multinationales » et « il faudrait détruire l'appareil publicitaire responsable des modes de vie

destructeurs ». « Démanteler », « détruire » ? Oui mais comment ? Va-t-on imposer à toutes les entreprises françaises de vendre leurs filiales à l'étranger ? Ou bien y a-t-il un gouvernement mondial qui interdira toutes les multinationales partout dans le monde ? En quoi les entreprises capitalistes mononationales sont-elles préférables aux entreprises multinationales ? Va-t-on interdire aux journaux d'avoir recours à la publicité pour se financer ? Quid des conséquences sur l'emploi de telles mesures ? etc. Sans compter qu'il y a dans ces propositions un petit parfum totalitaire. Il faut un Etat tout-puissant qui interdise aux individus (qui ne savent pas où est leur véritable intérêt) de voir de la publicité, de regarder la télévision, d'acheter du vin californien, de manger des mangues, etc.

[12] Ndlr.

[13] Les partisans de la décroissance habitués à citer l'ancien jésuite I. Illitch et le protestant J. Ellul, devraient se trouver en pays de connaissance avec le catholique Perroux (l'un des inspirateurs de l'encyclique *Populorum Progressio*). Perroux se montrait très critique à l'égard de la théorie économique néo-classique, il plaidait pour la prise en compte d'une dimension humaine et humaniste dans l'analyse des questions économiques. L'institut de recherche qu'il a fondé a été dirigé après sa mort par un économiste marxiste (G. Destanne de Bernis).

[14] On est évidemment loin du compte aujourd'hui. Faisant le point en 2009 sur les « Objectifs du millénaire pour le développement » (échéance 2015), la Banque mondiale écrit : « Quelque 75 millions d'enfants en âge de scolarisation primaire n'allaient pas à l'école ; 190 000 enfants étaient emportés chaque semaine par une maladie évitable ; 10 000 femmes mouraient chaque semaine de complications de la grossesse qui auraient pu être traitées ; plus de 2 millions de personnes mouraient du sida, près de 2 millions de la tuberculose et environ 1 million du paludisme chaque année ; un milliard de personnes souffraient de la faim et deux fois autant étaient atteintes de malnutrition ; et près de la moitié de la population des pays en développement n'avait pas accès à des services d'assainissement de base ». [-><http://siteresources.worldban...>]

[15] A. Gorz, l'un des pionniers de l'analyse écologique, opposait la production hétéronome de valeurs d'échange à la production autonome de valeurs d'usage.

[16] D'après la Banque mondiale (qui n'est pas un repère de gauchistes), 1 milliard de personnes dans le monde devraient souffrir de famine chronique en 2009. Entre 1,4 et 2,8 millions d'enfants SUPPLEMENTAIRES risquent de mourir entre 2008 et 2015 si la crise économique se poursuit. En 2009, la production mondiale devrait baisser de 2,9% et le commerce mondial d'environ 10%. Le moins que l'on puisse dire c'est que cette décroissance là n'améliore pas le sort des plus pauvres dans les pays pauvres, ni le sort des salariés les plus précaires dans les pays riches.

[17] Il est particulièrement édifiant de comparer les taux de mortalité infantile dans les pays du Sud et du Nord. Des maladies éradiquées ou bénignes dans les pays du Nord, font des ravages dans les pays du Sud. Il faut donc produire plus de vaccins contre la rougeole, le tétanos, la diphtérie, etc. [Parmi les gens qui défendent la décroissance, il y en a qui dénoncent la médecine occidentale et qui combattent l'usage de la vaccination. On ne considérera pas pour l'instant ce volet de l'argumentation, considérant qu'il s'agit d'une caricature des « vraies » thèses de la décroissance.

[18] Il y aurait beaucoup à dire sur la tonalité sectaire de la littérature décroissante : tous ceux qui ne sont pas décroissants sont stigmatisés (Harribey, Duval, Di Méo, etc.), les verts sont voués aux gémonies (Conh Bendit, Jadot qui est traité de « petit technocrate vert »), Lipietz et Hulut figurent dans le bêtisier du site de l'IEESDS, le site « décroissance.org » dénonce le site « décroissance.info » (et réciproquement). Bref, personne ne trouve grâce aux yeux des gardiens du temple décroissant !

[19] Par exemple, S. Latouche écrit : « De plus en plus, la demande ne porte plus sur des biens de grande utilité, mais sur des biens de haute futilité » (Petit traité de la décroissance, p. 34). Mais ce que S. Latouche considère comme utile et comme futile doit-il s'imposer à l'ensemble des autres individus ?

[20] Sur le site décroissance.info, un contributeur qui se présente comme « anarchiste primitiviste » propose de se retirer dans la forêt guyanaise et de pratiquer la culture sur brûlis itinérante !!!,

[21] C'est ainsi que le transport aérien est présenté comme l'apanage de la classe dominante. Si tous ceux qui ont pris l'avion une fois appartiennent à la classe dominante, celle-ci est beaucoup plus nombreuse que ce que l'on aurait pu penser. Assez logiquement certains décroissantistes sont opposés aux compagnies Low Cost !

[22] Ils s'opposent en ce sens à la philosophie politique libérale qui affirme la priorité du juste sur le bien à partir de la reconnaissance de la pluralité des conceptions du bien. Toutes les visions religieuses du monde reposent sur la priorité du bien. Le seul problème c'est que chaque groupe défend une conception du bien différente et les catholiques pourchassent les cathares (puis les protestants), les anglicans condamnent les méthodistes, les sunnites luttent contre les chiïtes, etc. La seule réponse à cette logique mortelle c'est d'admettre la pluralité des conceptions du bien et de mettre en place par un processus démocratique des règles communes qui permettent de faire vivre ensemble des individus qui ne partagent pas la même conception du bien. Cela s'appelle la laïcité. Bien évidemment tous ceux qui pensent que leur conception du bien est la

Décroissance : le poids des mots, le choc des idées (1)

seule légitime vont tantôt mettre en place l'Inquisition pour chasser les hérétiques, tantôt organiser un procès de Moscou contre ceux qui trahissent les intérêts de la classe ouvrière, tantôt imposer l'observation stricte de la Charia, etc. et demain « la frugalité conviviale » ?

[23] Bien sûr il y a des pathologies de l'individualisme pointées notamment par R. Castel (l'individualisme par excès et l'individualisme par défaut) qui peuvent miner le lien social, bien sûr aussi l'individualisme peut faire l'objet de récupérations marchandes, mais cela ne doit pas justifier une orientation politique fondée sur l'abandon de l'émancipation individuelle, le culte des appartenances communautaires et la nostalgie de la tradition et des sociétés pré-industrielles.

[24] Un paradoxe de plus, car si l'on refuse à la fois le progrès et le retour en arrière c'est que l'on est pour le statu quo, ce qui surprend de la part de ceux qui soulignent (à juste titre) les périls qui découleraient de la poursuite de la situation écologique et sociale actuelle.

[25] Souvenons nous, il y a peu du célèbre article de Sarkozy dans Le Monde combattant le PACS en affirmant : « La famille, c'est un homme, une femme et des enfants », souvenons nous de Mme Boutin brandissant la Bible dans l'hémicycle pour combattre le PACS au nom de la loi divine, souvenons des manifestations organisées par l'épiscopat espagnol contre les réformes progressistes du gouvernement espagnol (gouvernement par ailleurs parfaitement libéral sur le plan économique).

[26] Les députés de droite, à diverses époques, ont voté contre la loi Veil sur l'IVG (adoptée grâce aux voix de la gauche), contre l'abrogation de la peine de mort, contre la création du PACS, etc.

[27] [-><http://www.jennar.fr/index.ph...>]

[28] En 1864 le Pape Pie IX publie la liste des « erreurs modernistes » condamnées par l'Église ? La dernière de cette longue liste d'erreurs est la suivante : « Le Pontife Romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne ». Ainsi donc le très intégriste Pape Pie IX est contre le progrès, contre le libéralisme et contre la civilisation moderne & un décroissantiste avant la lettre en quelque sorte !

[29] La conclusion du discours de Benoît XVI au Collège des Bernardins (12 septembre 2008) est de ce point de vue très éclairante : « Une culture purement positiviste, qui renverrait dans le domaine subjectif, comme non scientifique, la question concernant Dieu, serait la capitulation de la raison, le renoncement à ses possibilités les plus élevées et donc un échec de l'humanisme, dont les conséquences ne pourraient être que graves. Ce qui a fondé la culture de l'Europe, la recherche de Dieu et la disponibilité à L'écouter, demeure aujourd'hui encore le fondement de toute culture véritable ». La Raison subordonnée à la Foi !

[30] Le texte intégral du discours est ici : [-><http://pagesperso-orange.fr/u...>]